

DENIS
BERGER

Le PCF à l'heure de Kaboul

Tour à tour patriote indigné, homme d'État en puissance, homme de parti résolu et aussi homme du peuple fier de ses racines : quel registre, quel abattage ce Marchais ! Un seul regret : cette combativité à crever tous les écrans du monde sert surtout à farder la vérité sur des événements qui modèlent l'avenir des peuples. N'était ce détail, nous serions prêts à nous délecter de ce spectacle, consolés de la mort du Programme commun grâce à la naissance d'un nouveau programme – de variété celui-ci.

Ne nous y trompons pas cependant : le secrétaire général du PCF est sérieux, même lorsqu'il semble jouer la comédie de la colère. Qui plus est, il est efficace. A l'âge de la télévision, le contenu et la forme du discours comptent moins que *la présence*, à tous les sens du terme, devant les caméras. Dire et répéter avec véhémence des arguments péremptoires oblige vos adversaires à répliquer sur le même ton, ce qui justifiera de votre part une protestation, laquelle... Ainsi la réalité est-elle petit à petit enserrée dans un lacs de mots qui peu à peu l'étrangle.

N'est-ce pas ce qui est advenu à propos de l'Afghanistan ? Depuis Moscou, Georges Marchais attaque, fulmine, insulte. A gauche comme à droite, journalistes et commentateurs s'indignent, dénoncent et crient. Du coup, les analyses sérieuses cèdent la place aux anathèmes : « nouvelle glaciation stalinienne » ; « retour délibéré au ghetto » ; « trahison de l'eurocommunisme », etc. Qui souhaite

comprendre les motifs du tournant politique du PCF reste sur sa faim.

En effet, derrière ces condamnations sans appel, on peut trouver, au-delà de remarques souvent pertinentes, une seule idée-force : le Parti communiste français, après la longue parenthèse de l'Union de la gauche, recouvre sa véritable « nature » qui est d'être inféodé à Moscou. Un point, c'est tout.

Explication séduisante par sa rigueur formelle et qui n'a, en fait, qu'un seul inconvénient : elle ne correspond pas aux faits.

Un choix déchirant

Entendons-nous bien : il ne s'agit pas de nier l'alignement du PCF sur la politique internationale de l'Union soviétique. Les dirigeants du parti eux-mêmes ont à cœur d'en témoigner en soulignant à l'envi le rôle que joue l'URSS dans la défense de la paix, la lutte contre l'impérialisme et le soutien aux révolutions (dont la « révolution afghane » est un exemple).

Mais le débat ne se situe pas à ce niveau. Cette prise de position de la direction française ne lui a visiblement pas été imposée, comme le fut, en 1939, l'approbation du pacte germano-soviétique et de ses conséquences. Marchais, Gremetz ou Leroy se présentent comme des partenaires qui ont négocié point par point un texte d'accord avec les Soviétiques. Ils insistent sur la continuité de leur orientation depuis le XXII^e Congrès. Ils se réfèrent fréquemment à la conférence de Jean Kanapa qui, il y a quelques années, avait fait grand bruit parce qu'elle critiquait vertement le PCUS. Et quand Sakharov est relégué à Gorki, c'est par voie d'éditorial que *l'Humanité* proteste. Tout cela est-il destiné seulement à rassurer les militants ?

On ne peut se borner à cette explication, bien qu'elle renferme une part de vérité. Elle ne permet pas de rendre compte du changement d'attitude des dirigeants du PCF. Pourquoi, en 1976, mettre l'accent sur ce qui oppose à Moscou et, en 1980, souligner d'abord les convergences ? Et pourquoi le ralliement n'est-il pas total ? Pourquoi continuer à affirmer des zones de désaccord important ? Se référer aux pressions multiples qu'exercent en permanence les responsables du Kremlin sur le « mouvement communiste mondial » ne saurait suffire. L'URSS pénètre un parti comme le PCF par de nombreux canaux (financiers notamment, tels que la Banque des pays du Nord ou les entreprises contrôlées par Doumenc); bien des membres de l'appareil se font les relais conscients de son influence. Mais pourquoi ces influences, qui ne sont jamais estompées, pèsent-elles plus lourd à certaines périodes qu'à d'autres ?

Pour éviter de tourner en rond, il est préférable de s'en tenir aux termes d'une analyse *politique*. Le Parti communiste français est dirigé par un appareil bureaucratique qui est un des produits directs de la victoire du stalinisme en URSS. Mais il est aussi une organisation de masse, enracinée dans le mouvement ouvrier. Et ses leaders, s'ils entendent maintenir leurs positions, doivent tenir compte, dans l'élaboration de leur politique, de l'évolution de la situation dans leur pays, dans la zone du monde où ils agissent. Au cours des dix dernières années, l'Union soviétique a mené imperturbablement la politique de grande puissance qui est la sienne depuis des décennies; les pressions qu'elle a pu exercer sur le PCF pour le soumettre aux intérêts de sa diplomatie n'ont donc guère varié en intensité. La cause profonde des variations de Marchais et de ses camarades doivent être cherchées ailleurs, dans l'évolution des rapports de force en France et en Europe.

Nous ne sommes pas obligés de croire sur parole le moindre des détails que nous confie *l'Humanité* sur la fermeté du ton employé par la délégation française à Moscou. Mais il faut bien admettre que le bureau politique a *délibérément choisi* de soutenir les initiatives internationales de Brejnev. Et c'est le pourquoi de cette attitude qu'il faut élucider.

Derrière l'eurocommunisme, la France...

Mais alors, qu'en est-il de l'eurocommunisme ? Face au problème afghan, le PCF suit une orientation diamétralement opposée à celle de ses homologues italiens et espagnols. Ce serait donc la mort de ce que d'aucuns considéraient comme la « stratégie nouvelle de l'époque du capitalisme monopoliste d'état » ?

Pour répondre affirmativement à cette question, il faudrait que l'eurocommunisme ait, à un moment quelconque, pu passer pour un ensemble cohérent d'analyses théoriques orientées vers une pratique elle aussi cohérente. Il n'en a jamais été ainsi. L'eurocommunisme, tel qu'il est formulé dans les déclarations officielles de ses pères fondateurs, est la justification idéologique d'une adaptation des principaux partis communistes des pays capitalistes au cadre de l'état bourgeois auquel chacun d'entre eux est confronté. Après 1956, la crise du stalinisme, la rupture entre l'URSS et la Chine et les modifications des rapports de forces dans le monde ont libéré les tendances nationalistes profondément ancrées dans le PCF de masse. Ceux-ci ont commencé à mettre en place une stratégie réformiste adaptée aux conditions nationales. Fondamentalement, l'eurocommunisme n'est rien d'autre¹.

A partir de là, l'accent a été mis sur la démocratie comme moyen de passage au socialisme. Il s'agissait de reconnaître la légitimité de la démocratie bourgeoise parlementaire, dans le but évident de se poser en candidat à l'exercice du pouvoir à l'intérieur du système. Sur la lancée, il devenait nécessaire de marquer des distances avec l'URSS, discréditée par ses pratiques bureaucratiques internes et externes. On donnait ainsi des garanties aux éventuels partenaires sociaux-démocrates et bourgeois, auxquels on prouvait que les exigences de l'URSS ne primeraient plus sur la politique nationale. On rassurait en même temps les travailleurs fortement hostiles à toute bureaucratie. Ainsi naquit un certain anti-stalinisme libéral-communiste.

Mais, encore une fois, ce qui prime dans la démarche eurocommuniste, c'est l'adaptation aux structures de la formation sociale de chaque état national. Et ce qui détermine les choix des diverses équipes dirigeantes, ce sont les fluctuations de leur influence sur la classe ouvrière, l'évolution de leurs relations avec les autres partis ouvriers, leurs possibilités d'accéder au pouvoir en conservant la stabilité de leur organisation.

Quand meurt une hégémonie

Dans cette perspective, la politique du Parti communiste français et les divergences qui l'opposent à ses collègues en eurocommunisme apparaissent clairement². En voici les aspects principaux :

– Depuis 1968, le PCF a cessé d'être quasi hégémonique dans le mouvement ouvrier. Le Parti socialiste a conquis la première place sur le plan électoral; il exerce sur un secteur important de salariés une influence que relaie à sa façon la CFDT. Les rapports entre base et directions se sont profondément modifiés; un courant de militants critique apparaît au gré des luttes, constamment renforcé par la politique même des directions. Et, malgré ses faiblesses, l'extrême gauche révolutionnaire est présente dans beaucoup d'endroits décisifs. Cette situation nouvelle a accru les contradictions au sein même du PC et de la CGT.

– La direction du parti est, de par ces transformations, placée devant un dilemme permanent : ou bien, reconquérir une hégémonie indiscutée en montrant un maximum d'efficacité par un dynamisme réformiste (qui, dans le cadre institutionnel de la V^e République, ne peut prendre que la forme d'une alliance de la gauche, sans laquelle il n'est pas possible d'arriver au gouvernement); ou bien, chercher à

colmater d'abord les brèches en mettant l'accent sur la reconquête de l'identité du parti, sur le renforcement de son unité d'appareil et l'extension de son influence. Le débat à ce propos dure depuis des années dans la direction : que l'on se rappelle, en pleine Union de la gauche, le congrès extraordinaire de 1975 qui a ouvert une polémique de plusieurs mois avec le PS.

– La pratique de l'alliance s'est avérée globalement négative pour le PCF qui, s'il s'est renforcé, l'a fait moins que le PS. De ce point de vue, les élections municipales de 1977 ont eu valeur de test.

– La permanence de la crise économique mondiale est venue ruiner tout espoir d'assurer, au cas où la gauche l'emporterait, la croissance économique que prévoyait le Programme commun. Du même coup s'effondrait la crédibilité du projet réformiste qui s'incarnait dans ce programme. Au contraire, partout, du gouvernement à la droite socialiste, retentissaient les trompettes de l'austérité (sur lesquelles venaient jouer leur propre partition les communistes italiens et espagnols, au temps du pacte de la Moncloa).

– Les difficultés économiques se profilèrent, à partir de 1975, au milieu d'un recul des partis de gauche dans plusieurs pays européens importants et d'une stagnation relative des luttes d'ensemble de la classe ouvrière (Italie, Espagne, Portugal notamment). Un gouvernement de gauche en France se serait trouvé dans un contexte international défavorable à la mise en œuvre d'une politique réformiste.

– Le danger devenait alors évident pour le PCF : participer au gouvernement, dans un tel contexte, c'était endosser une politique d'austérité dans la crise, avec, à la clé, le risque de se trouver en contradiction avec la classe ouvrière, nullement préparée à renoncer aux acquis de ses luttes. Avec, et c'est là le plus important, le risque de voir se lézarder jusqu'aux limites de la brèche, l'implantation de masse du parti, sans laquelle l'appareil dirigeant perd, avec son efficacité, sa raison d'être.

Stratégie de l'impasse

En 1977 ces dangers sont apparus dans toute leur ampleur. Et la direction du Parti communiste, non sans débats internes à coup sûr³, a choisi de *défendre avant tout ses propres positions organisationnelles*. Reprenant en quelque sorte, en l'adaptant aux conditions de l'époque, un slogan qui, dans les années trente était celui de la droite, elle a agi comme si elle pensait : « Plutôt Giscard que l'Union de la gauche ! » La suite est connue.

Ce comportement, dont les conséquences catastrophiques ne sont plus à démontrer, illustre parfaitement la crise de direction et d'orientation que connaît le PCF. Incapable par nature de promouvoir une orientation révolutionnaire, il ne peut non plus, sans remettre en cause sa position majoritaire dans le mouvement ouvrier, pratiquer une politique réformiste conséquente. Il est contraint à une attitude de défensive, à un sectarisme qui, en désarmant les travailleurs face aux attaques de la classe dominante, crée des risques de recul — dont le PC ne peut que subir les conséquences. De ce point de vue, il est permis de parler d'*impasse stratégique* du Parti communiste français.

Pour autant, Marchais et ses partenaires ne sont pas dépourvus de perspectives à *court terme*. Le secrétaire général ne l'a pas caché, il a un modèle, européen sinon eurocommuniste, celui du PC portugais : « Heureusement, un autre enseignement nous vient du Portugal. Durant ces dernières années, malgré les attaques incessantes venant de toutes parts, le Parti communiste n'a pas cédé. Il s'est opposé avec intransigence pour défendre les intérêts de son peuple et de son pays, pour l'union des forces populaires. Lors des élections, sa progression a été sensible. C'est un facteur de confiance, un gage décisif pour l'avenir... On le voit : tout cela nous concerne directement. »⁴

Traduisons ces fiers propos en termes d'action. Le PCF se fixe comme préalables : 1) casser le Parti socialiste, y compris en facilitant la victoire en son sein des courants les plus droitiers (quelle aubaine pour la propagande si une orientation du type Rocard poussait les socialistes à se compromettre dans une expérience centriste !); 2) apparaître comme une force révolutionnaire en employant un langage de gauche destiné à rassurer les militants soucieux d'une action de classe; 3) se présenter comme le seul animateur des luttes à la base, c'est-à-dire des luttes locales, isolées les unes des autres, réunies seulement par l'écho qu'elles trouvent dans la presse du parti.

Est-il besoin d'insister sur le caractère globalement négatif de cette politique qui entrave délibérément le développement du combat ouvrier en évitant de fixer une perspective globale à l'action des masses ?

Un internationalisme très spécial

Reste à expliquer pourquoi le PCF a fait coïncider aussi étroitement son cours sectaire avec une idylle poussée avec l'Union soviétique, idylle dont les moments forts ont été, avant le voyage à

Moscou, l'adoption par le XXIII^e Congrès de l'ineffable « bilan globalement positif » des pays socialistes.

Une première remarque s'impose : au plus fort de sa grogne contre Brejnev, la direction du parti français n'a jamais remis en question son passé stalinien. Et pour cause ! Toute critique marxiste du stalinisme, quelque voie qu'elle suive, aboutit *nécessairement* à la négation du régime intérieur bureaucratique du PCF et de la légitimité de ses chefs historiques, à un réexamen de toutes les orientations anciennes et, par là même, à la recherche d'une autre stratégie pour l'avenir. Que l'on se rappelle l'embarras qui a saisi le Bureau politique lorsque fut révélé que la délégation française au XX^e congrès de PCUS avait été mise au courant du « rapport secret » « attribué à » Krouchtchev. Il a fallu laisser entendre que Thorez lui-même n'était pas à l'abri de tout soupçon. Soyons précis : lorsqu'une direction bureaucratique comme celle du PCF s'engage dans une orientation qui tend à casser de fait toutes les luttes, elle ne peut se permettre de laisser libre cours au débat. Elle doit au contraire faire force de loi de ce qui constitue le noyau structurel de son identité, à savoir son passé stalinien et sa liaison avec l'URSS.

Il existe cependant une marge entre la mise au second plan des critiques contre la politique intérieure de l'URSS et l'adhésion, pour le moins sans nuances, à ses pratiques internationales. Qu'est-ce donc qui a fait courir Marchais vers les bureaux capitonnés du Kremlin ? A coup sûr, l'obligation de définir, aux yeux des militants et face à l'opinion publique française, une certaine perspective d'avenir. L'union à la base, même baptisée stratégie autogestionnaire, même accompagnée d'une critique en apparence radicale de l'étatisme, ne peut à terme satisfaire personne. Il est trop facile de voir à quelle impasse elle mène.

Les responsables du Parti communiste ont donc décidé de se placer sur le plan de l'internationalisme. L'actuel climat de tension internationale renforce dans beaucoup de têtes l'idée que les luttes de classes à l'échelle mondiale peuvent se réduire à un affrontement entre le camp de l'impérialisme et celui de la « révolution ». Le PCF entend démontrer qu'il a choisi son camp. Reprenant à son compte des thèmes qu'autrefois il avait laissés aux révolutionnaires, il invite les militants à soutenir le Vietnam, Cuba, l'Afghanistan de Karmal et, en conséquence, l'URSS qui les aide. Cet alignement est présenté, par glissements verbaux successifs, comme un choix de classe.

Le désir de rassurer la base n'explique pas tout. Georges Marchais, homme d'appareil, est tout autant homme de pouvoir qui vise à exercer des responsabilités dans l'État — l'an prochain si ce n'est demain. Il sait que, surtout dans une période de crise économique

mondiale, aucune politique intérieure ne peut s'avérer efficace sans des relais internationaux. Pour son parti, contraint de combattre à mort le PS, il n'existe pas de possibilités d'action dans le cadre des institutions européennes : l'exemple même du PC italien montre qu'on n'y est efficace qu'en tentant de collaborer avec la social-démocratie. Reste donc à se faire l'agent de préparation d'une future politique de redéploiement économique de la France en direction du tiers monde. Le PCF s'est donc rangé tout naturellement du côté du non-alignement, tel que le conçoit et le pratique Fidel Castro. Il se situe ainsi au niveau des relations entre États, incapable d'envisager les relations internationales en termes d'alliances entre organisations révolutionnaires et mouvements des masses en lutte. Il espère ainsi se rendre indispensable au moment où l'aggravation de la crise mondiale amènera la faillite des équipes bourgeoises au pouvoir.

Conception fataliste, conçue en termes de politique bourgeoise classique et qui est mise au service de la rivalité sans principes avec le Parti socialiste. Il faut noter, en effet, que c'est depuis la rupture de l'Union de la gauche que Marchais et les autres dirigeants ont accumulé les voyages internationaux, du Cambodge à la Yougoslavie en passant par l'Algérie. La rencontre avec Brejnev qui, il faut le remarquer aussi a été précédée d'un communiqué commun avec Castro, est l'aboutissement de cette orientation. Elle prend les dimensions indéniables d'un retour en arrière par rapport aux timides ouvertures de 1976. Mais elle est surtout l'application d'une politique qui cherche désespérément à travers une issue aux difficultés que le parti connaît en France même.

Pas de changement dans le refus

Dans une certaine mesure, le Parti communiste s'est adapté au contexte nouveau que détermine la crise dont tous les augures s'accordent à prédire la durée. Il a pris le parti de consolider le noyau dur de ses militants en poussant des tentacules dans toutes les couches de la société. Il pense être ainsi en position de force aux rendez-vous de l'avenir. Adaptation donc, à laquelle journalistes bien orientés et intellectuels très organiques cherchent à donner valeur universelle par quelques couches de badigeon théorique sur l'autogestion ou le capitalisme monopoliste d'Etat. En réalité, adaptation d'une autruche dotée de l'acuité visuelle d'une taupe : non seulement les dirigeants du PCF se cachent la tête devant les dangers mais leur myopie leur interdit même de voir ce qui menace leur *statu quo*.

Pour eux, le danger — qui est au contraire espoir et source de confiance pour les révolutionnaires — vient et viendra de la contradiction entre les nécessités d'une lutte d'ensemble organisée contre le pouvoir dont les militants ouvriers éprouvent l'urgence, donc le caractère dérisoire et scandaleux de ce que propose le parti le plus puissant du mouvement ouvrier. De quelque façon qu'elle soit présentée, la politique du PCF ne peut-être maintenue durablement, même si elle est destinée à entretenir efficacement la confusion et la division pendant quelque temps encore.

Aussi la question qu'il faut poser se formule-t-elle ainsi : jusqu'à quand cette orientation aberrante sera-t-elle suivie par les leaders du PC ? Si l'on est persuadé que l'élément déterminant de leur maigre stratégie demeure la volonté de détruire la supériorité du parti de Mitterrand, on doit conclure que, d'ici 1981, les chances sont minimes d'un changement. Une nouvelle fois, Marchais et les siens préfèrent voir Giscard d'Estaing l'emporter, pourvu que se réduise l'écart électoral entre socialistes et communistes. Seul un très large mouvement de luttes ouvrières, qui poserait immédiatement le problème du changement de pouvoir, pourrait modifier la situation — évidemment pas dans un sens favorable aux espoirs de changements des travailleurs. Une telle hypothèse n'est pas la plus vraisemblable à l'heure actuelle. Pas plus qu'un affaiblissement majeur du Parti socialiste sous le coup des rivalités de clans qui font s'affronter en son sein les aspirants à la présidence.

Toutes les chances existent donc pour que la gauche respectable et respectueuse connaisse l'an prochain un nouvel échec. Celui-ci attisera encore la contestation à l'intérieur du PCF. Mais pour que le noyau dirigeant renonce à son sectarisme, il faudrait que les résultats obtenus au premier tour par les communistes soient franchement catastrophiques (une perte de 3 à 5 % des voix traditionnellement obtenues). Les électeurs des partis ouvriers, conscients de l'absence de possibilités de changement pour cette élection, risquent de voter en fonction de leurs habitudes, sans chercher à pénaliser tel ou tel parti pour sa politique. Une certaine stabilité des rapports de forces internes à la gauche ne peut-être exclue.

Un début

En tout état de cause, les perspectives d'un changement de l'orientation politique centrale du PCF sont réduites. C'est en fonction de ce constat qu'il faut travailler. Sans pessimisme aucun, bien au contraire. Car les plans les plus savants des bureaucrates les plus tonitruants peuvent être contredits par cette réalité toute simple

qu'enregistrent peu les sondages : la volonté politique des militants les plus conscients.

Il ne s'agit pas là d'un pari sur les conséquences que pourra avoir dans le futur l'évolution générale de la situation, mais bien d'un *constat de ce qui se passe aujourd'hui*. En 1978, il y avait au sein du Parti communiste des contestataires très nombreux dont les critiques très diverses se concrétisaient peu sur le plan de la pratique des luttes. Aujourd'hui se dessine *une opposition* qui, avec la pétition sur l'union dans les luttes, intervient directement, à propos d'une question décisive, en direction de toute la classe ouvrière. Elle offre les premiers éléments d'une réponse politique au courant critique qui, en opposition à toutes les directions réformistes prend forme dans la classe ouvrière. Un seuil est franchi dans l'évolution des rapports internes au mouvement ouvrier, dans la mesure même où tous les révolutionnaires peuvent se rencontrer dans une action qui rend nécessaire et possible la définition d'une stratégie révolutionnaire.

Et cette avancée se situe au moment où l'appareil politique central du PCF est ébranlé en profondeur. L'agressivité de Georges Marchais, la suffisance bornée de Fiterman ne doivent pas tromper : la forteresse est certes encore solide ; ses gardiens peuvent se permettre bien des privautés politiques ; ils peuvent sans trop de dommage pousser hors du parti des milliers de militants critiques. Mais, dans leur propre sèral, la discorde est née.

Pour la première fois depuis l'élimination, en 1961, de Casanova et Servin, un groupe s'est constitué dans l'appareil dirigeant, autour de Fiszbin, et du secrétariat de la plus importante fédération. Ce groupe propose de fait, même si c'est avec les prudences de langage de la bureaucratie, une *autre* politique que celle du bureau politique — en l'occurrence, une orientation eurocommuniste conséquente, dans le « droit fil » du XXII^e congrès. Aucune exclusion n'est venue sanctionner leur insolence, impensable il y a dix ans encore. Qui plus est, Fiszbin persiste et signe. Et ses propos font écho à ce que défendent des responsables communistes à l'intérieur de la CGT⁵.

Ces opposants-là, hommes d'appareils s'il en fût, défendent des positions de droite, avec lesquelles les révolutionnaires ont de nombreux désaccords. Mais le fait même qu'ils existent et, dans les limites de leur statut, est symptomatique de la crise profonde du système bureaucratique du PCF. Croire à une évolution linéaire, raccourcir les délais de maturation du processus enclenché serait une erreur.

Mais ce serait une erreur aussi grave de ne pas voir, tout particulièrement à partir de l'exemple de la pétition, que la possibilité existe désormais pour le dégagement d'un courant orienté vers des positions révolutionnaires. Cette potentialité deviendra réalité si, partout,

à partir des expériences et des luttes en cours, une bataille politique est menée pour une conception claire de l'unité ouvrière, pour une stratégie des luttes permettant de définir les moyens d'une grève générale contre le pouvoir, pour une compréhension de la nature du stalinisme et donc de la politique de l'URSS dans tous ses aspects.

Peut-on conclure autrement qu'en affirmant avec force que cette bataille concerne tous les révolutionnaires car elle contribue directement à la construction d'un parti révolutionnaire implanté dans la classe ouvrière.

Denis Berger

NOTES

1. Cette affirmation peut sembler abrupte à certains militants communistes qui voient dans l'eurocommunisme une remise en cause du passé stalinien. Il est vrai que le « cours nouveau » d'un Berlinguer ou même d'un Marchais facilitent des avancées de la lutte antibureaucratique. Mais cela n'est nullement dû à une quelconque validité théorique des élaborations officielles du PCI ou du PCF. Rien n'est plus significatif que l'obligation dans laquelle se trouvent ceux qui entendent proposer une stratégie cohérente tout en restant dans le cadre eurocommuniste de distinguer entre un eurocommunisme libéral à un eurocommunisme de gauche, dont les analyses et, plus encore, les propositions pratiques sont opposées. Il en résulte une confusion qui, en tout cas, ne renforce pas le statut de l'eurocommunisme en tant que théorie.
2. Cf. ci-après l'article d'Anna Libera sur le PCI dans ce même numéro.
3. Dans ce domaine, on est réduit aux supputations. On peut toutefois avancer sans risques qu'un bloc a pu se réaliser, au sein du groupe dirigeant, entre ceux que les attaques contre l'URSS gênaient dans leurs croyances stalinienne classiques et ceux qui, pour des raisons très diverses, reprochaient au cours suivi depuis 1972 de gommer les délimitations entre PC et PS, pour le plus grand profit de ce dernier. Face à cette coalition qui pourrait se réclamer de l'intérêt supérieur de la préservation du parti, les partisans de l'unité de la gauche se trouvaient en position d'infériorité. Et l'équipe rassemblée autour de Marchais, que l'empirisme caractérise mieux que le respect de quelque principe que ce soit, ne pouvait que s'adapter au nouveau rapport de forces interne au bureau politique.
4. Déclaration à l'Agence-France-Presse (*l'Humanité*, 5 décembre 1979).
5. Sur cette question de la plus grande importance pour l'avenir, cf. l'article de Janette Habel dans le précédent numéro de *Critique communiste*.